

GUIDE DU PARTICIPANT

20ème édition

PRÉSENTÉ PAR
La TeamGéopol

L'ÉQUIPE



Gabrielle Géli
Vice-présidente pôle géopolitique
Directrice simOMC 2023



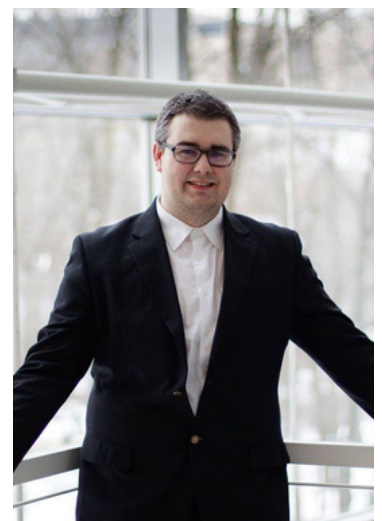
Léa Busselat
Rédactrice en cheffe et gestion de
crise, secrétaire



Léo Viger-Bernard
Président d'assemblée



Camille Michaud
Juge



**Pierre-Jean
Darres**
Juge

Marc-Antoine Lefebvre
Juge

MOT DE BIENVENUE

Depuis son lancement, l'exercice de simulation connu sous le nom de Simulation de l'organisation mondiale du commerce donne aux étudiants un avant-goût stimulant des relations multilatérales et du fonctionnement de l'OMC, tout en apprenant d'avantage au sujet des mandats de l'organisation. La SimOMC d'HEC Montréal a pour objectif d'aider les étudiants à comprendre les enjeux du monde dans lequel nous évoluons et de s'inscrire dans la continuité de cette dynamique académique mondiale.

Au cours de cette simulation, les étudiants provenant de divers universités jouent le rôle de représentants de différents pays et tentent de résoudre des problèmes du monde réel, en utilisant les politiques et les perspectives du pays qui leur a été assigné. Pendant une fin de semaine, les délégués sont plongés dans le Conseil Général de l'organisation mondiale du commerce. Ce guide a pour but d'aider les participants à réaliser une simulation productive et efficace.

VOTRE RÔLE

La lecture du guide du participant est un élément indispensable à votre réussite durant cette simulation géopolitique. Vous y trouverez toutes les informations pertinentes pour vous permettre d'exercer une participation active. De plus, cette lecture vous permettra de vous assurer que vous comprenez bien les procédures de l'OMC. Nous recommandons fortement une recherche supplémentaire afin de vous démarquer durant la simulation.

Pour bien jouer au jeu, les délégués doivent s'informer sur leur État-Membre qui leur sera attribué ainsi que s'intéresser aux relations économiques qu'il entretient. Il est demandé que les participants prennent conscience de la position de leur pays sur le plan international ainsi que sur le sujet du cas traité. Même si plusieurs informations sont présentées dans les cas (voir plus bas), les recherches supplémentaires des délégués sont indispensables afin de se démarquer durant la simulation. Lors de la simulation, vous allez vous exprimer comme si vous étiez le délégué officiel de ce pays devant les différents pays présents lors du Conseil Général. Vous devrez donc porter la parole de votre État comme si elle était la vôtre. Vous devrez également voter sur des résolutions comme le ferait votre État-Membre. Gardez en tête qu'en lien avec votre rôle et la mission de l'OMC, vous devrez adopter une optique de paix et de stabilité, et non la recherche de conflits.

CE QUE LA SIMULATION VOUS APPORTERAS

Cette compétition académique a pour objectif de développer les habilités d'analyse, de persuasion et de résolutions de problèmes qui sont nécessaires au parcours professionnel de chacun. Même si le comité organisateur s'assure de la réussite de cette simulation, en réalité, c'est aux participants de s'impliquer et d'adopter un comportement exemplaire. La SimOMC est une occasion en or de vous enrichir sur le plan personnel et professionnel. Vous connaîtrez mieux vos forces ainsi que vos peurs afin de les dépasser. Vous aurez l'occasion de prendre la parole à des nombreuses reprises durant le conseil, négocier avec d'autres États autant dans un cadre formel qu'informel, et plus important encore bien comprendre l'environnement externe et les enjeux qui vous entourent en tant que gestionnaire.

RECHERCHE SUR LA POSITION DE VOTRE ÉTAT MEMBRE

Pour cette simulation, les États membres auront à choisir, par un vote à majorité, le sujet qui sera à l'Ordre du jour. Les sujets sont présentés plus loin dans le guide du participant. Pour assurer le bon déroulement de la simulation, les États-membres doivent voter pour un sujet qui les touchent directement et leur semble pertinent à discuter.

RÈGLEMENTS DE L'ASSEMBLÉE

Plusieurs règles sont indispensables au bon déroulement de l'assemblée générale et des comités. Il est alors important que les délégués respectent les règles suivantes afin de se conformer au formalisme de l'assemblée générale.

Les délégués se doivent de débiter chaque prise de parole par une formule d'appel de courtoisie. Ex. : «M. le Président, chers délégués,»

Lorsque vous prenez la parole il convient de toujours s'adresser à la présidence et non pas à un autre délégué. Ex. : « Monsieur le Président, par votre entremise je souhaiterais revenir sur les propos du délégué représentant le Canada [...] »

Pour tous les délégués, il convient de se lever lors de la prise de parole. Il convient aussi pour les hommes de fermer au moins l'un des boutons de leur veston lorsqu'ils se lèvent pour faire un discours.

Lorsque la présidence prend la parole ou se lève, tous les délégués sans exception se doivent de cesser leurs conversations.

Si un délégué ne comprend pas une procédure ou les propos d'un autre délégué lors d'un discours, il peut demander un « point d'information ». Ex. : Le délégué se lève alors et peut dire « Monsieur le Président, appel au règlement, je demande un point d'information sur la dernière déclaration du délégué du Royaume-Uni ».

Si un délégué se sent lésé ou bien blessé par les propos d'un autre délégué lors d'un discours il peut demander un « point de privilège personnel ». Ex. : Le délégué se lève alors et peut dire « Monsieur le Président, appel au règlement, je demande un point de privilège personnel concernant la dernière déclaration de la délégation de la Fédération de la Russie »...

Il est strictement interdit de manger dans les salles où se déroulera la conférence, vous pouvez dîner à la cafétéria de l'école ou autre endroit qui sera désigné par le comité organisateur.

Nous vous demandons de ne pas utiliser vos appareils électroniques lorsque nous sommes en session formelle (description plus bas).

Vous devez respecter vos collègues à tout moment durant la simulation et débattre avec diplomatie. Tout manquement grave à ces principes est passible d'une expulsion de la simulation.

Tenue vestimentaire : nous demandons de porter une tenue soignée / chic durant la simulation, afin de bien reproduire l'apparence et le travail des diplomates.

DÉROULEMENT DE LA SIMULATION

1. Ouverture (prise de présences) et réglage de l'agenda

La présidence (ci-dessous nommée 'la chaise') fera une introduction pour vous souhaiter la bienvenue et pour vous présenter la conférence. Elle ouvrira officiellement la session et les présences suivront.

La prise des présences se déroulera comme suit. Un à tour de l'autre, la chaise nommera chaque État Membre par ordre alphabétique. Lorsque votre pays est nommé, un membre de la délégation devra annoncer si votre délégation est « présente » ou « présente et votante ». Nous rappelons que les pays qui s'annoncent comme « présent et votant » n'ont pas le droit de s'abstenir pour les votes substantiels (voir glossaire à la fin).

Exemple de prise de présence :

[Présidence] « Belgique »

[Délégation de la Belgique] « Honorable chaise et chers délégués, le Royaume de Belgique est présent et votant »

Pour donner suite à la prise des présences, la première motion sera de régler l'agenda, c'est-à-dire déterminer dans quel ordre les deux sujets seront traités. La chaise ouvrira la liste des locuteurs et écoutera les délégations qui veulent expliquer pourquoi on devrait régler l'agenda de telle façon. Par exemple, si vous êtes un pays qui ne respecte pas la démocratie et que le sujet proposé est « Développer la démocratie partout dans le monde » vous ne voudrez pas que l'on discute de ce sujet en premier. Le réglage de l'agenda est très important et devrait suivre les valeurs de votre pays. Pour donner suite à des débats formels et informels, une motion devra être demandée pour régler l'agenda et un vote procédural sera entrepris pour accepter ou refuser l'agenda proposé.

*L'agenda détermine dans quel ordre vous traiterez les deux cas proposés plus bas dans ce guide. En général, vous n'aurez que de couvrir un seul des deux cas donc l'ordonnancement de l'agenda est très important pour votre État-Membre.

2. Départ d'une nouvelle liste des locuteurs et alternance entre sessions formelles & informelles

La liste des locuteurs est la plateforme par laquelle les pays sont appelés à l'avant pour venir livrer leur discours sur le sujet débattu. À plusieurs moments donnés lors des débats formels, la chaise demandera si des pays veulent être ajoutés sur la liste des locuteurs. Les États membres qui souhaitent faire passer leur message à l'assemblée n'ont qu'à lever leur placard et la chaise les nommera et les ajoutera à la liste des locuteurs. Si une délégation veut être ajoutée à la liste des locuteurs postérieurement, elle envoie un message papier à la chaise en lui exprimant sa demande (voir plus bas pour la procédure, section 'Notes').

Les débats formels sont nécessaires au bon déroulement de la conférence. La principale fonction du débat formel est de voter sur les brouillons de résolutions. Ainsi, il est possible de partager la position de son pays sur le sujet discuté.

L'outil principal du débat formel est la liste des locuteurs. Il s'agit de l'ordre dans lequel les pays sont invités à venir à l'avant de l'assemblée pour livrer leur discours sur le sujet.

DÉBAT FORMEL

- Les règles et procédures sont imposés par la présidence ;
- Les délégués sont à leur siège et attentifs à la conférence ;
- Durant les débats formels, les délégués seront:
 - Ajoutés à la liste des locuteurs pour faire des discours;
 - Soulèveront des points et motions ;

*Aucun appareil électronique n'est autorisé

DÉBAT INFORMEL

- Durant les débats informels ;
- Les règles et procédures ne sont pas imposées par la présidence ;
- Les délégués sont attendus à aller discuter avec les autres délégués sur les sujets du comité ;
- Les délégués doivent être respectueux et diplomatiques;
- Durant les débats informels les délégués devront :
 - Travailler sur les travaux en cours ;
 - Discuter et débattre des sujets ;
 - Suivre le travail des autres délégués

Liste de motions qu'il est possible de proposer en assemblée durant les sessions formelles

MOTION	OBJECTIF	VOTE	EXPLICATION
Point d'ordre	Corriger l'erreur	Aucun	Référer à une règle spécifique
Point d'information	Demander une question	Aucun	Clarifier une procédure ou les propos d'un autre délégué lors d'un discours
Point de privilège personnel	Demander une accommodation	Aucun	Si un délégué se sent lésé ou bien blessé par les propos d'un autre délégué lors d'un discours
Appel à la chaise	Défier l'autorité de la chaise	Majorité	Quand vous n'êtes pas d'accord avec la décision de la chaise sur un point d'ordre
Suspension de la rencontre	Prendre une pause pour une période définie	Majorité	Utilisé pour aller en débat informel
Ajournement de la rencontre	Terminer la conférence	Majorité	Utilisé à la fin de la rencontre pour une fermeture définitive
Ajournement du débat	Terminer le débat sur le sujet sans procédure de vote substantiel	Majorité	Termine les discussions sur le sujet pour passer à l'autre.
Fermeture du débat	Voter immédiatement sur les brouillons de résolutions	Majorité au 2/3 de l'assemblée	Termine toutes les discussions sur le sujet actuel. Amène directement en procédure de vote.
Vote à l'appel	Au lieu de voter avec les placards, on vote un à un	Aucune	À la discrétion de la chaise
Adoption par acclamation	Adopter une motion unanimement	Aucune	Si un pays est contre, on doit aller en procédure de votes normaux
Régler le temps de parole	Régler ou changer le temps de parole à l'avant	Majorité	Doit être approuvé par la chaise
Fermer la liste des locuteurs	Aucun autre locuteur ne pourra être entendu à l'avant	Majorité	Quand il n'y a plus de locuteur, on entre en procédure de vote

L'amendement peut aussi être non-amical. Dans cette situation, la modification n'a pas été votée à l'unanimité des sponsors (le vote est obligatoire dans le cas d'un amendement non-amical).

Le document reste pendant ce temps en attente pour un vote substantiel. Il pourra soit devenir une résolution officielle ou être refusé.

3. La résolution

Une fois que le vote a lieu, si la majorité des délégués votent en faveur du brouillon, ce dernier devient une résolution.

Autres informations

Placards

Le placard est le carton où est inscrit le nom de votre État membre. Il a deux fonctions. La première est pour être remarqué lorsque la chaise demande pour des motions. Si vous voulez être reconnu par la chaise lors de motion, levez votre placard à l'horizontale. Deuxièmement, il sert à voter, donc lors des procédures de vote, levez votre placard à la verticale.

Notes

Les notes sont utilisées pour envoyer des messages à d'autres délégations puisqu'il n'est pas permis de parler à voix haute pendant les périodes de débat formel. Simplement indiquer la provenance de la note et le destinataire sur le dessus et une personne se chargera livrer votre message.

4. Crise

Comparativement à un simple Conseil Général traditionnel qui se concentre uniquement sur la création d'un consensus collectif sur un sujet précis, les crises se concentrent sur l'action et la réponse rapide des pays.

L'élément déclencheur d'une crise se produit lorsqu'un événement important chamboule le rythme de la simulation et est annoncé publiquement aux délégués. Votre but étant de représenter les intérêts de votre pays durant la simulation, vous devrez faire la même chose lors des crises. Pour ce faire, votre pays pourra prendre une ou plusieurs actions en lien avec la crise annoncée. Pour que vos actions soient considérées comme officielles, vous devrez envoyer un message privé direct au compte de l'équipe responsable des crises, qui publiera publiquement vos actions si elle évalue celles-ci comme étant pertinente pour le reste de la simulation.

De plus, vous pouvez effectuer des alliances avec d'autres pays pour décider des actions que vous poserez en réponse aux crises. Plus les pays sont nombreux à participer dans vos idées, plus elles auront d'impact dans la simulation.

LES CAS À L'ORDRE DU JOUR

Cas 1: La hausse du protectionnisme à travers le monde

La mondialisation est régulièrement critiquée étant considérée comme l'origine de destruction d'emploi et de baisse des salaires à travers le monde. De nombreux gouvernements ont par la suite mis en place des mesures protectionnistes.

Le protectionnisme est l'ensemble des politiques et des pratiques d'État qui interviennent dans l'économie afin de protéger la production nationale d'un pays contre la concurrence étrangère. Ces politiques peuvent prendre diverses formes ; comme l'imposition de tarifs douaniers, de quotas d'importation ou de subventions à l'industrie nationale. [1] Il est également important de noter que le protectionnisme est souvent également utilisé pour des raisons politiques et/ou géopolitiques.

Situation Actuelle

La pandémie de la Covid-19 a mis en avant les certaines fragilités de l'hyper-mondialisation ; l'interdépendance des pays et des industries ainsi que les vulnérabilités des chaînes d'approvisionnement. La forte baisse de l'économie mondiale qui en a suivi a fortement impacté négativement les entreprises et les travailleurs.

En réponse à cette crise, les gouvernements ont mis en place des mesures pour soutenir l'économie telles que des programmes pour protéger les entreprises, les industries nationales et soutenir l'emploi ; avec l'augmentation des tarifs douaniers, des quotas d'importation et des subventions pour soutenir la production nationale.

Ces mesures peuvent avoir des conséquences négatives à long terme pour les échanges commerciaux et l'économie mondiale. De plus, les risques liés à la dépendance des pays face aux chaînes d'approvisionnement mondiales pour les produits de base et les matières premières ont forcé certains pays à vouloir réduire cette dépendance. Des tensions ont également vu le jour entre les pays notamment concernant l'accès dans ce cas-ci aux masques et les équipements de protection individuelle ; forçant les gouvernements à imposer des restrictions à l'exportation de ces produits.

Les effets

Le protectionnisme peut avoir des effets positifs à court terme tel que la stimulation de la croissance économique et de l'emploi mais elles peuvent également avoir des conséquences négatives à long terme comme la réduction de la productivité et de l'efficacité économique ainsi que la hausse des prix pour les consommateurs.

Cela peut également réduire l'intention d'innover et donc à terme réduire la croissance économique d'un pays ou d'une industrie. Les effets réels du protectionnisme dépendent de la manière dont les politiques ont été mise en œuvre.

Le cas des États-Unis

Les États-Unis ont été les principaux utilisateurs de ces politiques au cours des dernières années. L'ancien président américain Donald Trump avait pour slogan "Make America Great Again". Il fut à l'origine de grands nombres de réformes protectionnistes. Suite à la suppression de l'avantage fiscale à l'export – où le gouvernement américain subventionnait la conquête des parts de marché étrangères par l'exonération d'impôt – les entreprises américaines se voient obligé de relocaliser en investissant aux États-Unis.

De plus, les États-Unis sont par la suite sortis de l'accord transpacifique (CPTPP) et ont suspendu les négociations du Partenariat transatlantique de commerce et d'investissement (TTIP) ; décision qui restera inchangé par la nouvelle administration Biden. Récemment, l'Inflation Reduction Act exige que pour toute réduction d'impôt de 7500 \$US suite à l'achat d'un véhicule électrique ; le véhicule doit être assemblé aux États-Unis et la batterie doit contenir 40% de minerais extrait aux États-Unis. [1]Cela concerne notamment les Européens et les Coréens ; contraire au principe de non-discrimination de l'Organisation mondiale du commerce (OMC).

Par ailleurs, l'interdiction de toute exportation de semi-conducteurs vers la Chine ou tout soutien à la production de ces derniers en Chine intensifie le protectionnisme des États-Unis. L'administration Biden refuse également la nomination de nouveaux arbitres à l'Organe d'appel du mécanisme de règlement des différends de l'OMC. Ces mesures ont un impact significatif sur les relations commerciales des États-Unis avec le reste du monde. Certains pays ont répondu en imposant des tarifs sur les produits américains entraînant une escalade des tensions commerciales qui a menacé de provoquer une récession mondiale. Les entreprises américaines ont également subi des coûts supplémentaires en raison des tarifs et ont vu leur accès aux marchés étrangers se restreindre.

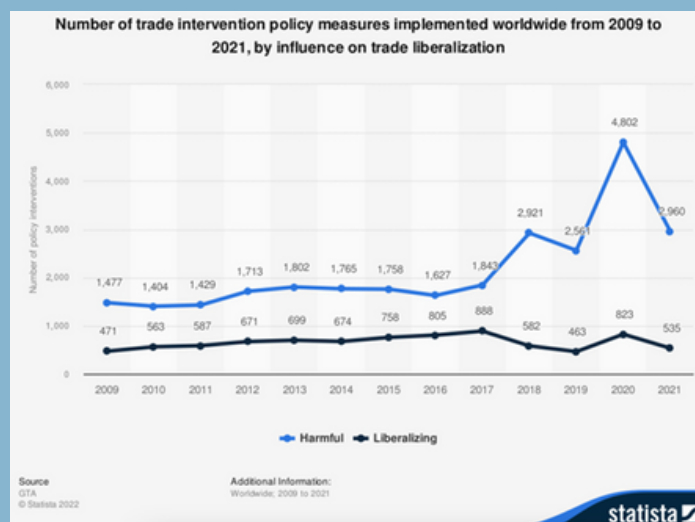
D'autres pays ont eu recours à des politiques protectionnistes comme la Chine et l'Inde pour stimuler leur croissance économique et l'emploi en protégeant les industries naissantes de la concurrence étrangères. Les pays de l'Union Européenne ont également des politiques protectionnistes notamment pour l'agriculture.

Travail à réaliser

L'Organisation Mondiale du Commerce a pour objectif de promouvoir les échanges commerciaux libres et la concurrence entre les pays membres. Le protectionnisme va à l'encontre de cela en limitant les importations de produits étrangers. Cela entrave la libre circulation des biens et des services engendrant des conséquences négatives sur l'économie mondiale. Cependant, depuis la création de l'OMC, on note une hausse du protectionnisme notamment aux États-Unis et en Chine. L'OMC a pour missions de régler les relations commerciales entre les pays membres et de résoudre les différends commerciaux.

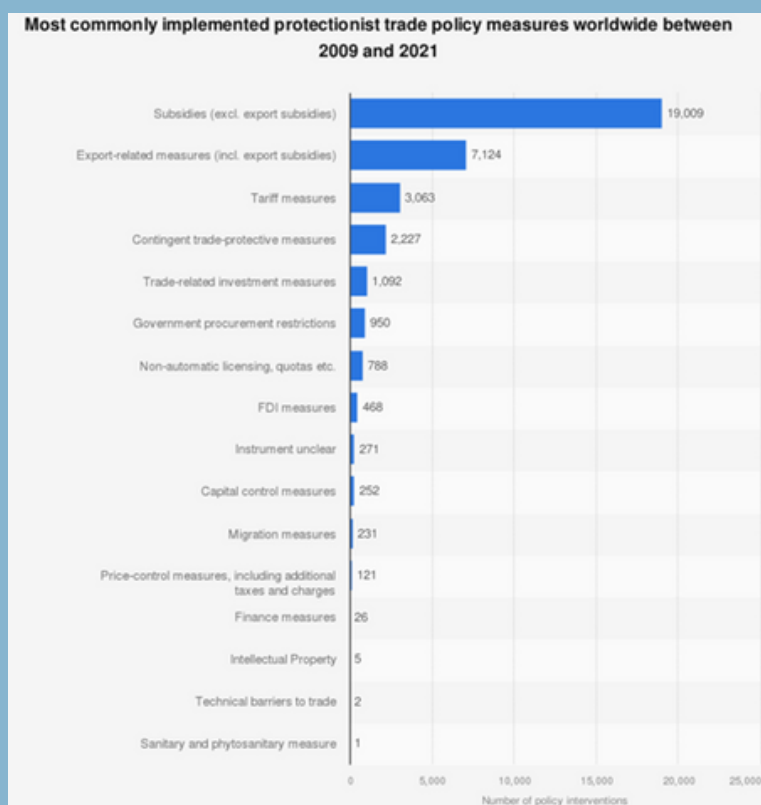
C'est à vous, honorables délégués de rédiger des accords et des résolutions afin de réduire les politiques protectionnisme et promouvoir le libre-échange.

[1] <https://www.lesechos.fr/monde/etats-unis/quest-ce-que-l-inflation-reduction-act-qui-inquiete-tant-les-europeens-1883850>



Annexe 1 : Nombre de mesures politiques d'intervention commerciale mises en œuvre dans le monde de 2009 à 2021, par influence sur la libéralisation du commerce.

<https://www.statista.com/statistics/912012/number-of-trade-policy-interventions-worldwide-harmful-or-liberalizing/>

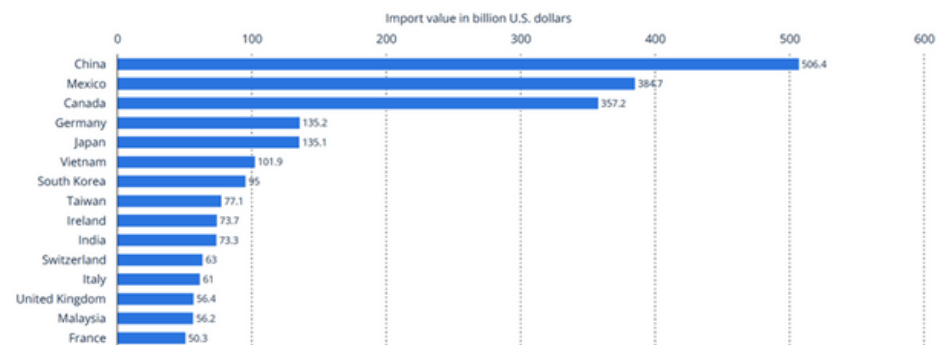


Annexe 2 : Mesures de politique commerciale protectionnistes les plus couramment appliquées dans le monde entre 2009 et 2021

<https://www.statista.com/statistics/912064/most-often-used-trade-protectionism-measures-worldwide/>

Ranking of the top trading partners of the United States for trade goods in 2021, by import value (in billion U.S. dollars)

U.S. imports - top trading partners 2021



1 Description: In 2021, China was the top trading partner of the United States based on import value. In that year, U.S. imports from China totaled to 506.4 billion U.S. dollars. Mexico, Canada, Germany, and Japan rounded out the top five trading partners for the U.S. based on import value in that year. **Statista**
Method: United States, 2021
Source: US Census Bureau; US Department of Commerce

statista

Annexe 3 : Classement des principaux partenaires commerciaux des États-Unis pour les biens commerciaux en 2021, par valeur des importations (en milliards de dollars américains)

<https://www.statista.com/study/40962/nafta-statista-dossier/>

Cas 2: Vers des économies durables et du commerce inclusif

En 2020, selon l'Organisation Mondiale du Commerce, le commerce de marchandise a reculé de 5.3%^[1] pour rebondir à 9.7%^[2] en 2021.

L'économie durable répond aux besoins du présent sans compromettre la capacité des générations futures à répondre à leurs propres besoins.^[3] Elle repose sur des principes de durabilité environnementale, sociale et économique.

Le commerce inclusif assure l'égalité des chances aux petites et moyennes entreprises pouvant être sujet à des désavantages – notamment les femmes, les communautés autochtones, les jeunes et tout groupe sous-représenté.^[4]

Situation Actuelle

En 2020, la pandémie de la Covid-19 a fortement impacté le commerce de marchandise en mettant en pause le monde entier. En 2021, le commerce de marchandise mondial s'est fortement réhabilité avec une augmentation de 17%^[5] par rapport à 2019. La pandémie a eu un impact environnemental significatif en raison de la diminution des activités économiques à travers le monde. Les émissions de gaz à effet de serre ont diminué temporairement durant cette période mais ont vite repris leur taux de pré-pandémie.

Exemple de la France

2020 a connu une baisse de 10% d'émissions de gaz à effet de serre avec 396 millions de tonnes de CO₂ contre 441 millions de tonnes de CO₂ en 2019. L'arrêt du commerce de marchandise soit notamment la fabrication et le transport ont permis cette baisse historique. Les émissions de gaz à effet de serre liées aux transports ont notamment baissé de 22 millions de tonnes de CO₂ mais les transports demeuraient toujours les principaux émetteurs à hauteur de 29% des émissions totales (hors utilisation des terres, changement d'affectation et la foresterie).^[6]

D'autre part, la pandémie de la Covid-19 a mis en évidence l'importance de l'économie durable et du commerce inclusif. Les perturbations économiques causées par la pandémie ont exacerbé les inégalités économiques existantes, montrant la nécessité de mettre en place des politiques économiques qui favorisent l'inclusion sociale et économique. L'Organisation internationale du travail estime une hausse du chômage dans le monde jusqu'à 205 millions de personnes en 2022 contre 187 millions en 2019.^[7] Les minorités sont les plus particulièrement touchées. De plus, l'accès inéquitable aux vaccins contre la Covid-19 ainsi que les aides financières limitées accentuent les disparités notamment dans les pays en développement.

[1] https://www.wto.org/french/res_f/statis_f/wts2021_f/wts2021chapter03_f.pdf

[2] https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/wtsr_2022_c3_e.pdf

[3] <https://economie.fgov.be/fr/themes/entreprises/economiedurable#:~:text=L'%C3%A9conomie%20durable%2C%20c',institution%20publique%2C%20peut%20y%20contribuer%20!>

[4] https://www.delegatescommerciaux.gc.ca/guides/spotlight-pleins_feux/spotlight-trade-pleins-feux-commerce.aspx?lang=fra

[5] https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/wtsr_2022_c2_e.pdf

[6] <https://www.statistiques.developpement-durable.gouv.fr/emissions-de-gaz-effet-de-serre-et-empreintecarboneen2020#:~:text=En%202020%2C%20les%20%C3%A9missions%20totales,CO2%200%C3%A9q%20en%202019.>

[7] https://www.wto.org/french/forums_f/public_forum22_f/themopf22_f.htm

Les systèmes économiques traditionnels, qui ont mis l'accent sur la croissance avant tout, ne sont pas suffisamment résilients pour faire face aux crises économiques et environnementales. Les approches d'économie durable et de commerce inclusif peuvent contribuer à construire des systèmes économiques plus résistants qui répondent aux besoins des populations et de la planète.

L'économie durable peut être mise en place en adoptant des pratiques éco-efficientes favorisant les entreprises à faible empreinte environnementale, les énergies renouvelables et en promouvant l'utilisation de pratiques agricoles durables. Cela peut également inclure des politiques fiscales encourageant les investissements dans les technologies propres et les infrastructures durables. Seulement, les inégalités de finance maintiennent les fractures avantageant les pays développés et les grandes entreprises.

Le commerce inclusif peut être réalisé en favorisant l'accès des personnes les plus marginalisées avec notamment le soutien aux petites et moyennes entreprises. Il peut également inclure l'égalité des sexes, l'égalité des chances avec des politiques pour soutenir les travailleurs. Il est important de noter que l'économie durable et le commerce inclusif sont étroitement liés et peuvent se renforcer mutuellement. En permettant aux personnes les plus marginalisées d'accéder à des emplois économiques durables, leur qualité de vie peut être améliorée tout en réduisant les impacts négatifs sur l'environnement.

Travail à réaliser

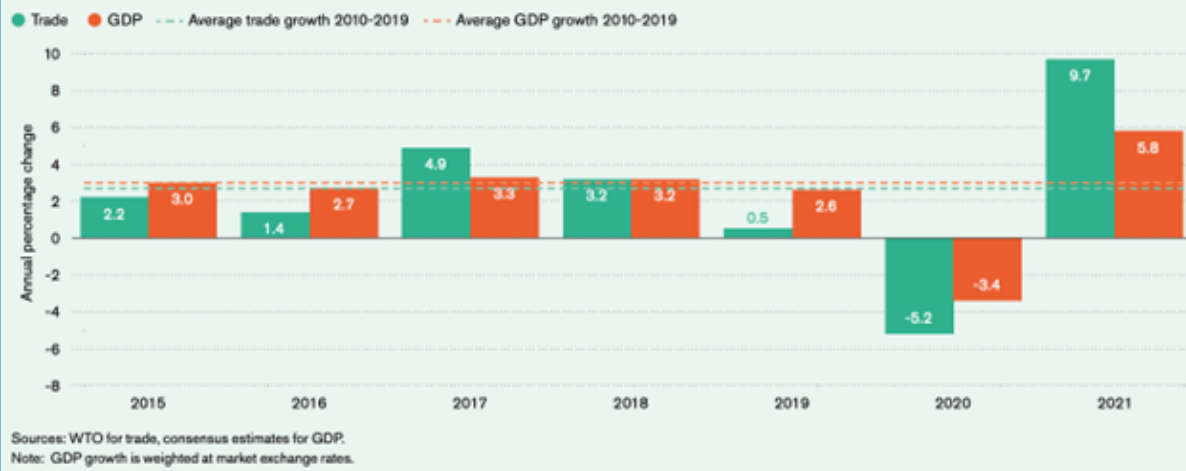
L'Organisation Mondiale du Commerce et ses membres jouent un rôle central dans l'aboutissement du Programme 30 et des 17 objectifs de développement durable. Ces derniers convergent développement économique et développement durable en répondant aux défis mondiaux tels que la pauvreté, la santé, l'éducation, l'environnement et la justice. L'OMC promeut les échanges commerciaux libres et équitables en travaillant pour éliminer les barrières commerciales et en favorisant la coopération entre les membres. Des règles et des normes ont été adoptées pour protéger l'environnement et la biodiversité ainsi que pour promouvoir les pratiques commerciales durables.

Des programmes ont également été mis en place pour aider les petites et moyennes entreprises, les entrepreneurs et les producteurs locaux à accéder aux marchés internationaux de façon équitable. Les membres de l'OMC doivent coopérer pour mettre en place des politiques et des programmes qui favorisent la durabilité environnementale, la croissance économique inclusive et le développement durable.

La reprise économique postpandémie peut contribuer à la lutte contre le changement climatique avec une transition vers le zéro carbone.

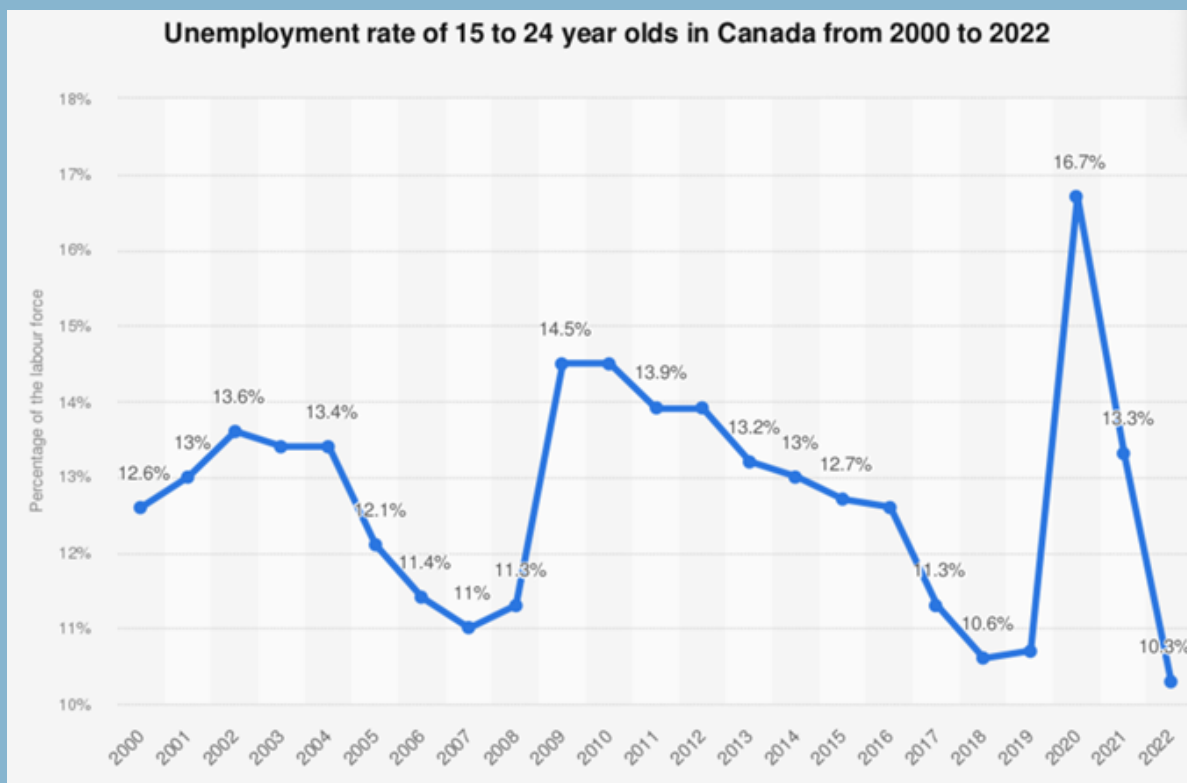
C'est à vous, honorables délégués de rédiger des accords et des résolutions afin d'avancer vers des économies durables et du commerce inclusif.

Chart 3.1
World merchandise trade volume and real GDP growth, 2015-21
 (Annual percentage change)



Annexe 1 : Volume du commerce mondial de marchandises et croissance du PIB réel, 2015-2021

https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/wtsr_2022_c3_e.pdf

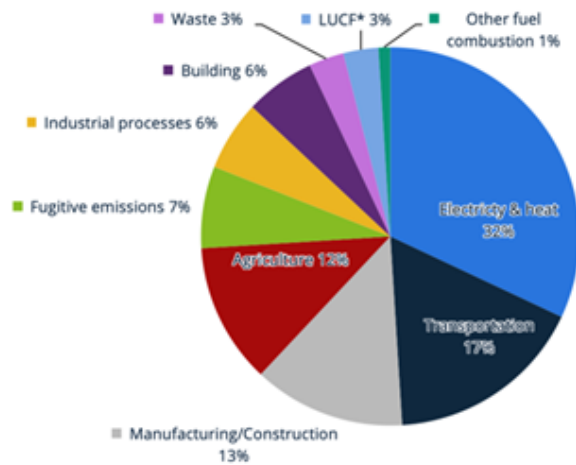


Annexe 1 : Volume du commerce mondial de marchandises et croissance du PIB réel, 2015-2021 https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/wtsr_2022_c3_e.pdf

<https://www.statista.com/statistics/440853/youth-unemployment-rate-in-canada/>

Distribution of greenhouse gas emissions worldwide in 2019, by sector

Global greenhouse gas emissions shares 2019, by sector



Description: Global greenhouse gas emissions amounted to roughly 49.76 billion metric tons of carbon dioxide equivalent in 2019. The electricity and heat sector accounted for 32 percent of emissions in 2019, making it the biggest contributor to global GHG emissions. Combined, the electricity and heat sector and transportation sector are responsible for 50 percent of greenhouse gas emissions. [Read more](#)

Notes: Worldwide, 2019

Source(s): ClimateWatch, FAO, IEA, OECD

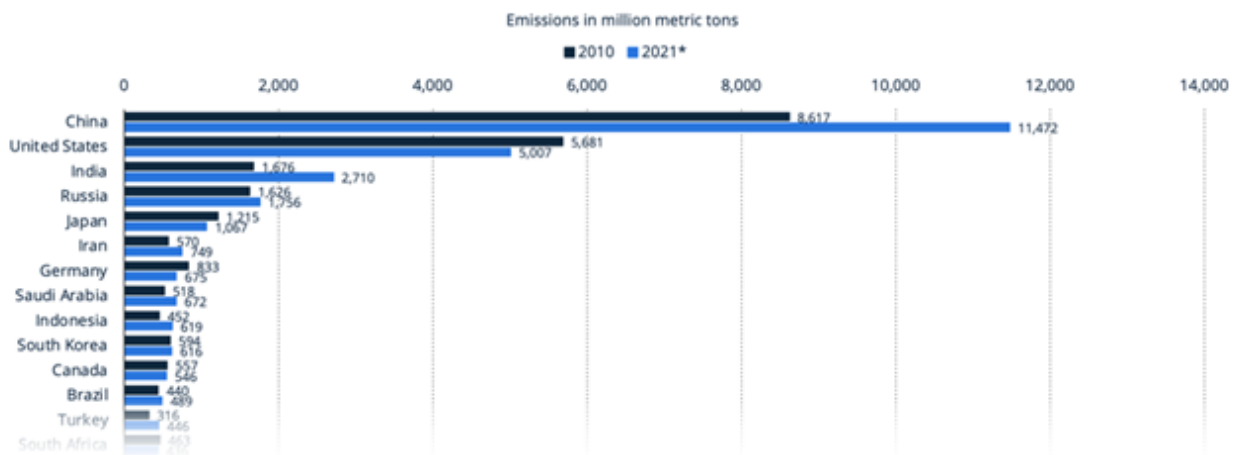
statista

Annexe 1 : Volume du commerce mondial de marchandises et croissance du PIB réel, 2015-2021 https://www.wto.org/english/res_e/booksp_e/wtsr_2022_c3_e.pdf

<https://www.statista.com/statistics/440853/youth-unemployment-rate-in-canada/>

Carbon dioxide emissions worldwide in 2010 and 2021, by select country (in million metric tons)

Global carbon dioxide emissions 2010-2021, by select country



Description: China and the United States are the largest polluters in the world by far, having released 11.5 and 5.0 billion metric tons of carbon dioxide emissions in 2021, respectively. Despite being the second-largest polluter, U.S. emissions have declined by 12 percent since 2010. In comparison, China's carbon dioxide emissions have increased by over 33 percent. [Read more](#)

Notes: Worldwide, 2010 and 2021; Based on territorial emissions from combustion and industrial processes; * Preliminary data. Figures have been rounded. [Read more](#)

Source(s): Expert(s) (Friedlingstein et al. (2022); Andrew and Peters (2022); Global Carbon Project)

statista

Annexe 4 : Émissions de dioxyde de carbone dans le monde en 2010 et 2021, par pays sélectionné (en millions de tonnes métriques)

<https://www.statista.com/study/69601/greenhouse-gas-emissions-worldwide/>

CRITÈRES D'ÉVALUATION

Catégorie	Explication
Rôle	<p>Le délégué incarne les valeurs et les intérêts de son pays désigné.</p> <ul style="list-style-type: none">· Il prend des décisions et écrit ses résolutions en s'inspirant de ce qui est réaliste et meilleur pour leur pays.
Papier résolution	<ul style="list-style-type: none">· Écrire des résolutions qui respectent les conditions et les intérêts du pays;· Recevoir le plus de signataires possible sur sa propre résolution;
Délégation	<ul style="list-style-type: none">· Qualité des discours;· Éloquence;· Attirer l'attention et convaincre l'assemblée de leurs points;· Leadership de la délégation (dirige les conversations, fait de bonnes alliances réalistes, etc.)
Crises	<ul style="list-style-type: none">· Répondre rapidement et adéquatement aux événements de crises· Représenter les intérêts et les valeurs de son pays durant la prise de décision et les actions choisies.

ANNEXE GLOSSAIRE

Abstention

Il s'agit d'une option de vote lors d'un vote substantiel. Si un État membre choisit l'option « présent » lors de la prise de présences, il peut décider de voter pour, contre ou de s'abstenir lors du vote substantiel. Les abstentions ne sont pas considérées lors des comptes des votes.

Exemple : si un brouillon de résolution reçoit 30 votes pour, 10 votes contre et 40 abstentions, la résolution passerait car les votes pour sont plus nombreux que les votes contre

Ajournement de la rencontre

Termine la rencontre jusqu'à la prochaine conférence (fin catégorique de la rencontre)

Ajournement du débat

Termine le débat sur un sujet et sur tous les brouillons de résolution sur ce sujet.

Amendement amical

Amendement proposé par tous les sponsors de la résolution. Ces amendements deviennent automatiquement partis de la résolution.

Appel à la chaise

Une motion pour remettre en cause une décision de la chaise sur une règle. Il s'agit de remettre en cause l'autorité de la chaise.

Brouillon de résolution

Un travail en cours accepté par le Podium et qui est débattu et voté par l'Assemblée pour ensuite devenir une résolution officielle.

Clause opérative

Il s'agit d'actions que suggèrent un groupe lors de l'écriture d'une résolution.

Clause préambule

Ces clauses servent à définir le contexte historique d'événements ou de lois pertinentes pour expliquer une action suggérée dans une clause opérative

Décorum

Ce terme attrait au respect général par rapport à l'autorité de la chaise, le droit de parler et des procédures dans l'Assemblée.

Débat formel

Il s'agit des périodes de débats et de discussions dans la salle de conférence, sous la supervision du podium et suivant les règles et procédures de la simulation.

Débat informel

Il s'agit des périodes de discussion informelle qui ne sont pas supervisées par le podium. Ces périodes doivent être demandées par motions.

Dilatoire (motion dilatoire)

Une motion est considérée comme dilatoire lorsque la chaise la juge comme non-pertinente ou retardataire.

Droit de répondre

Il s'agit du droit qu'un État membre possède de pouvoir répondre directement à un autre État membre lorsque son intégrité est atteinte.

État membre

Un pays membre des Nations Unies nommé et accepté par l'Assemblée Générale suite à l'accord du conseil de sécurité. On compte présentement 193 États membres à l'ONU.

Motion

Une demande d'action, de faire quelque chose, lors de débats formels. Les motions sont votées par l'Assemblée.

Motion rejetée

Une motion invalide ou mal utilisée durant la conférence.

Quorum

Il s'agit du minimum d'États membres nécessaire pour que la rencontre puisse se dérouler. Il s'agit de 1/3 des États membres inscrit sur la liste du comité.

Rapporteur

Personne responsable de maintenir la liste des locuteurs, compter les votes et autres opérations administratives.

Signataire

Des signataires sont des États membre intéressés à discuter et à mettre de l'avant les propos d'un travail en cours. Un minimum de 20% d'une combinaison de signataires et de sponsors sont nécessaires pour qu'un travail en cours soit considéré par la chaise.

Sponsor

État membre qui crée le contenu d'un travail en cours. Un minimum de 20% d'une combinaison de signataire et de sponsor est nécessaire pour qu'un travail en cours soit considéré par la chaise.

Suspension de la rencontre

Suspension de la rencontre pour cause de débat informel. Il s'agit d'une motion proposée par un délégué pour suspendre les procédures formelles du débat.

Travail en cours

Brouillon sur lequel travaillent des délégations pour ensuite les faire adopter par les autres États membres de la conférence.

Vote à majorité

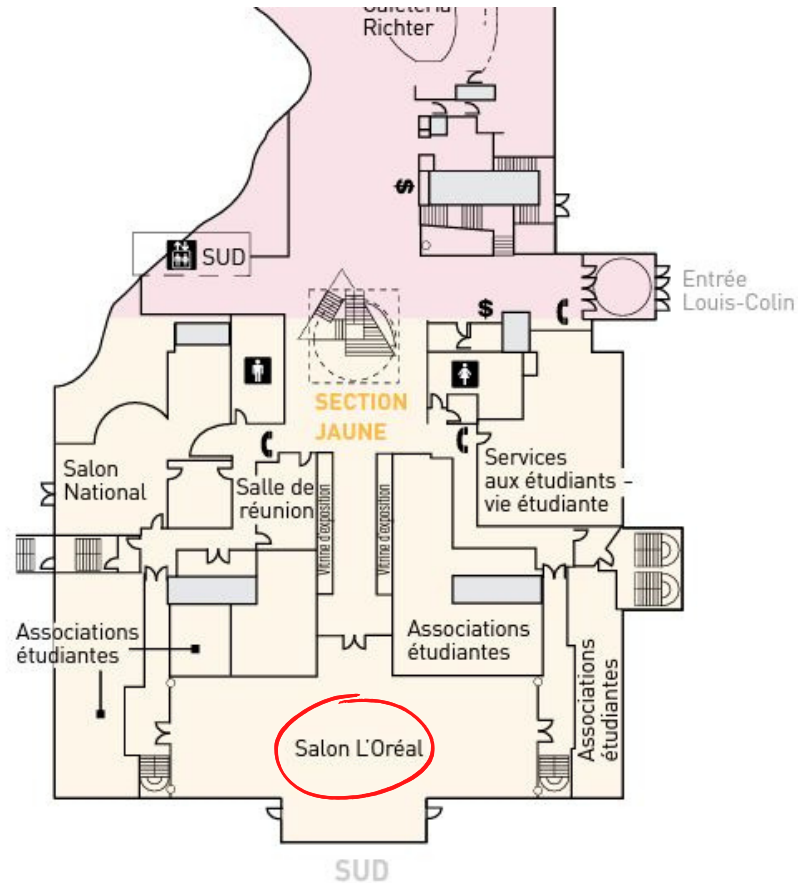
Il s'agit du seuil de vote nécessaire pour que la majorité des motions puissent passer. Il s'agit de 50% + 1.

Vote procédural

C'est un vote ouvert dans la conférence. Toutes les délégations doivent voter

Plan de la salle

La simulation prendra place à l'édifice Côte Sainte-Catherine (3000 chemin de la Côte-Sainte-Catherine, Montréal, QC, H3T 2A7), au rez-de-jardin au Salon l'Oréal.



Un remerciement spécial à Léa Boussetat, Directrice de projet académique au sein de la TeamGeopol de la Société de Relations d'Affaires HEC Montréal, qui est l'auteure des cas vous étant présentés dans ce guide.

Pour toutes questions sur la simulation, le contenu, l'horaire, etc. vous pouvez contacter la TeamGeopol à l'adresse suivante : geopol.sra@hec.ca ou sur les réseaux sociaux de la Team Géopol (Facebook et Instagram)

Bonne simulation et rappelez-vous que l'essentiel de cette compétition est de s'amuser dans un contexte d'apprentissage académique !

UN ÉVÈNEMENT PRÉSENTÉ PAR

TEAM
GÉOPOL
HEC



PROPULSÉ PAR **SRA**